



## **Empire Colonial français : Base du Néocolonialisme en Afrique francophone Contemporain**

<sup>1</sup>Ayeni, Queen Olubukola

<sup>2</sup>Okey, Kingsley Inyang

<sup>3</sup>Ndifon, Mamina Mba

<sup>1</sup>*University of Calabar, Calabar, Cross River State, Nigeria*  
<https://orcid.org/0000-0002-8457-3214>

<sup>2</sup>*University of Education and Entrepreneurship, Akamkpa, Cross River State, Nigeria*  
<https://orcid.org/00009-0005-1707-9063>.

<sup>3</sup>*University of Calabar, Calabar, Cross River State, Nigeria*  
<https://orcid.org/0009-0005-9556-497X>

### **Résumé**

L'empire colonial français a profondément marqué le destin politique, économique et culturel de l'Afrique francophone. Cette recherche explore comment les structures coloniales mises en place par la France continuent d'influencer les dynamiques post-indépendance, donnant naissance à un néocolonialisme insidieux. Le contexte historique de la domination française en Afrique, fondé sur l'exploitation, l'assimilation et le contrôle administratif centralisé, a créé des États dépendants sur le plan institutionnel, économique et linguistique. Le problème soulevé dans cette étude est la persistance d'une influence française sous des formes déguisées: présence militaire, accords économiques asymétriques, usage continu du franc CFA et ingérence politique. L'objectif est de démontrer que le néocolonialisme actuel en Afrique francophone n'est pas une simple continuité, mais une adaptation stratégique des anciens rapports de domination aux réalités contemporaines. À travers une analyse critique des relations France-Afrique, cette étude révèle que malgré l'indépendance formelle, les mécanismes de contrôle demeurent puissants. Elle met aussi en lumière la complicité de certaines élites africaines dans la perpétuation de cette dépendance. Le résultat attendu est une prise de conscience des citoyens et décideurs africains sur la nécessité de décoloniser les institutions, les économies et les esprits pour construire une souveraineté véritable.

**Mots-clés:** Néocolonialisme, Empire français, Afrique francophone, Dépendance postcoloniale, Souveraineté

## **Abstract**

The French colonial empire profoundly shaped the political, economic, and cultural trajectory of Francophone Africa. This study explores how colonial structures established by France continue to influence post-independence dynamics, giving rise to a subtle form of neocolonialism. The historical context of French domination in Africa based on exploitation, assimilation, and centralized administrative control created states that remain institutionally, economically, and linguistically dependent. The problem addressed in this study is the persistence of French influence in disguised forms: military presence, asymmetrical economic agreements, continued use of the CFA franc, and political interference. The objective is to demonstrate that contemporary neocolonialism in Francophone Africa is not merely a continuation, but a strategic adaptation of past power relations to modern realities. Through a critical analysis of France–Africa relations, this study reveals that despite formal independence, mechanisms of control remain strong. It also highlights the complicity of certain African elites in perpetuating this dependency. The expected outcome is to raise awareness among African citizens and policymakers about the need to decolonize institutions, economies, and mindsets in order to achieve genuine sovereignty.

**Keywords:** Neocolonialism, French Empire, Francophone Africa, Postcolonial Dependency, Sovereignty.

## **1. Introduction**

L'étude du néocolonialisme en Afrique francophone continue de susciter un large débat au sein de la littérature académique, tant elle interroge les continuités entre l'ancien empire colonial français et les formes contemporaines de domination. Cette abondante production scientifique, oscillant entre les études postcoloniales, la sociologie du développement et les relations internationales, met en lumière la manière dont les dispositifs politiques, économiques et culturels hérités de la colonisation continuent de façonner les dynamiques de pouvoir dans les États africains francophones.

Depuis les travaux fondateurs de Jean-François Bayart sur « la politique africaine de la France » — où il évoque un système d'interactions où « indépendance et dépendance s'enchevêtraient » (Bayart 1999: 45) — jusqu'aux analyses critiques de Achille Mbembe sur la persistance des structures de pouvoir colonial, les chercheurs ont tenté de saisir la complexité des rapports franco-africains dans la longue durée.

Pourtant, au-delà de cette littérature foisonnante, subsiste un vide analytique: si de nombreuses études décrivent les manifestations du néocolonialisme, peu interrogent en profondeur la manière

dont l’imaginaire impérial français — sa vision civilisatrice, sa mission linguistique et culturelle, sa conception de la « grandeur nationale » — a structuré et continue d’alimenter les logiques néocoloniales.

C’est précisément à ce niveau que se situe l’originalité de cette recherche: elle propose de lire le néocolonialisme non seulement comme une continuité institutionnelle et économique, mais comme une reproduction symbolique et idéologique du pouvoir colonial. Ayeni et Umukoro (2026: 52) ont aussi remarqué que: “Bien que les nations africaines aient depuis longtemps recouvré leur indépendance politique, les dimensions culturelles du colonialisme demeurent profondément enracinées, se manifestant souvent par des tensions entre les traditions autochtones et les influences occidentales”. Autrement dit, le néocolonialisme n’est pas seulement la survie des accords économiques ou des alliances politiques asymétriques, mais la perpétuation d’un imaginaire qui légitime la domination en la reformulant sous le langage de la coopération, de la francophonie ou du développement. Comme le souligne Mbembe, « la décolonisation n’a pas effacé les structures du pouvoir colonial; elle les a simplement déplacées et reformulées » (Mbembe 2000: 78). Cette reformulation se manifeste à travers la diplomatie culturelle, la dépendance économique du franc CFA, ou encore la présence militaire française dans certaines anciennes colonies. Ces mécanismes, souvent présentés comme des instruments de partenariat, opèrent en réalité comme des vecteurs de hiérarchisation politique et symbolique.

La littérature existante aborde souvent ces questions sous l’angle de la géopolitique ou de l’économie politique, mais elle tend à négliger la dimension cognitive et discursive de la domination, celle qui naturalise les rapports de dépendance et dissimule la continuité de l’empire derrière le vocabulaire de la coopération. C’est ce point aveugle que ce travail cherche à éclairer, en interrogeant comment les pratiques contemporaines de la France en Afrique francophone prolongent les logiques de l’empire sous des formes renouvelées. En revisitant les cadres théoriques de Frantz Fanon — pour qui « la décolonisation est toujours un phénomène violent, car elle bouleverse l’ordre établi » (Fanon 1961: 35) — cette étude propose de comprendre pourquoi les indépendances africaines n’ont pas abouti à une autonomie politique et économique réelle. L’hypothèse centrale postule que le néocolonialisme constitue la matrice invisible du pouvoir postcolonial, un système où les structures administratives, les institutions financières et les

imaginaires culturels hérités de la colonisation continuent d’opérer sous le masque du partenariat égalitaire.

## **2. Héritage de l’Empire colonial français en Afrique**

L’histoire contemporaine de l’Afrique francophone est indissociable de l’expérience coloniale française, qui a profondément façonné les structures politiques, économiques et sociales des pays concernés. L’Empire colonial français, qui s’est constitué entre le XVII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, demeure l’un des plus vastes et influents de l’époque moderne. En Afrique, il a laissé un héritage complexe, marqué à la fois par des ruptures et des continuités, des traumatismes et des processus d’appropriation.

### ***2.1 Origines et expansion de l’Empire colonial français***

Les origines de la présence française en Afrique remontent au commerce atlantique et aux premiers comptoirs installés sur les côtes ouest-africaines dès le XVII<sup>e</sup> siècle. La logique initiale reposait sur la traite négrière et l’exploitation des ressources locales pour alimenter l’économie mercantile européenne (Coquery-Vidrovitch 2001: 52). Avec la « course aux colonies » du XIX<sup>e</sup> siècle, particulièrement à partir de la conférence de Berlin (1884–1885), la France étend son contrôle territorial sur de vastes régions, de l’Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie) à l’Afrique subsaharienne (Sénégal, Côte d’Ivoire, Cameroun, Congo, Madagascar). La traite atlantique des esclaves (XVI<sup>e</sup>–XIX<sup>e</sup> siècles) a eu des conséquences désastreuses sur les sociétés africaines, provoquant l’affaiblissement des États et l’aggravation des tensions internes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les priorités européennes ont évolué: de la traite négrière, elles se sont tournées vers la conquête territoriale et l’exploitation des ressources, ouvrant la voie à une colonisation généralisée. La « course au partage de l’Afrique » a vu les puissances européennes, portées par les besoins de l’industrialisation et les rivalités nationalistes, morceler le continent sans considération pour les structures politiques ou ethniques locales (Ayeni & Malumi, 2018: 270 cité dans Ayeni et Ousmanou, 2025: 47). À son apogée, l’empire colonial français représentait plus de 10 millions de km<sup>2</sup> et regroupait environ 60 millions d’habitants (Chafer 2002: 14). Cette expansion répondait autant à des motivations économiques qu’à une rivalité stratégique avec d’autres puissances coloniales comme la Grande-Bretagne.

## ***2.2 Logiques de domination: assimilation, exploitation, administration:***

L'Empire colonial français s'est construit sur un ensemble de logiques de domination qui visaient à contrôler non seulement les territoires, mais aussi les populations. La doctrine de l'assimilation constituait un pilier idéologique majeur. Elle postulait que les populations colonisées pouvaient, en adoptant la langue et la culture françaises, devenir des « citoyens français ». Toutefois, l'assimilation coloniale française demeura surtout théorique, car seuls les habitants des « Quatre Communes » du Sénégal – Saint-Louis, Gorée, Rufisque et Dakar – purent accéder à une citoyenneté restreinte (M'Bokolo 2004: 173). Ces « originaires » jouissaient de quelques droits politiques et civiques, tels que l'élection d'un député à l'Assemblée nationale française, mais leur statut restait conditionnel, notamment par l'abandon du droit coutumier ou islamique au profit du droit civil français. Ce privilège, réservé à ces centres urbains anciens et directement administrés par la France, illustre le caractère sélectif et limité de l'assimilation, davantage instrument de domination coloniale qu'une réelle égalité. À côté de cette façade idéologique, la réalité de la colonisation française fut marquée par une logique d'exploitation économique. Les colonies étaient intégrées dans un système d'économie de rente (un système économique fondé principalement sur l'exploitation et l'exportation d'une ou de quelques ressources naturelles (produits agricoles, miniers ou énergétiques), plutôt que sur une production diversifiée destinée à répondre aux besoins locaux) orienté vers la métropole. Les cultures vivrières furent remplacées par des cultures d'exportation (arachide, coton, cacao), souvent imposées par des méthodes coercitives telles que le travail forcé ou l'impôt de capitation (Suret-Canale 1971: 201).

Enfin, l'administration coloniale reposait sur des modes de gouvernance hiérarchisés, allant de l'administration directe (Afrique occidentale française – AOF, Afrique équatoriale française – AEF) à des formes de « protectorat » (Maroc, Tunisie). Cette administration, centralisée et bureaucratique, visait à maintenir l'ordre et à assurer la circulation des richesses vers la métropole. Elle a introduit une tradition de centralisation politique qui perdure encore aujourd'hui dans de nombreux États francophones.

## ***2.3 Impacts socio-politiques et économiques de la colonisation:***

La colonisation française en Afrique a entraîné des transformations profondes et ambivalentes. Sur le plan socio-culturel, elle a imposé la langue française comme langue d'administration,

d'éducation et de prestige, marginalisant les langues africaines. Ce choix linguistique, présenté comme un vecteur de modernité, a contribué à l'érosion de certaines traditions orales, tout en créant de nouvelles élites francophones qui allaient jouer un rôle central dans les mouvements nationalistes.

Sur le plan politique, la colonisation a légué des structures étatiques centralisées et autoritaires. Les frontières africaines, souvent tracées selon d'anciens axes commerciaux, ont opposé la France et la Grande-Bretagne et réuni des peuples aux identités diverses, semant des tensions durables. Pour limiter ces rivalités, les puissances coloniales ont inséré dans leurs traités une clause garantissant la liberté du commerce à toutes les nations européennes (Aveni et Oben, 2025: 59). Sur le plan économique, l'intégration des colonies dans l'économie mondiale sur un mode dépendant a instauré une spécialisation dans les matières premières. Cette structure a empêché le développement d'industries locales et renforcé une dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs, accentuée après les indépendances par le maintien de la zone franc et du franc CFA.

#### ***2.4 Résistances et processus d'indépendance:***

Face à ces logiques de domination, les résistances africaines furent constantes, allant des révoltes armées locales aux formes de contestation intellectuelle et politique. Des figures comme Samory Touré en Afrique de l'Ouest ou les résistants algériens au XIX<sup>e</sup> siècle illustrent la lutte contre la conquête et la domination coloniale (Boilley 2011: 122). Au XX<sup>e</sup> siècle, ces résistances prirent une dimension politique organisée, notamment à travers les mouvements panafricanistes et les partis nationalistes. La Seconde Guerre mondiale marqua un tournant, en révélant les contradictions du discours français sur la liberté et l'égalité. Des leaders comme Félix Houphouët-Boigny, Léopold Sédar Senghor et Sékou Touré émergèrent pour revendiquer l'autonomie, en s'appuyant sur des réseaux intellectuels et politiques transnationaux (Cooper 1996: 187). Les indépendances africaines des années 1960 ont marqué une rupture politique majeure, mais elles n'ont pas entraîné une autonomie totale. Comme l'écrit Frantz Fanon, « la décolonisation n'est pas la disparition de la domination étrangère, elle en est la reproduction sous des formes renouvelées » (Les Damnés de la terre, 1961: 102). En effet, la plupart de ces indépendances furent négociées dans un cadre qui préservait les intérêts français.

Sur le plan économique, les pays nouvellement indépendants sont restés dépendants d'une économie de rente tournée vers la métropole. Selon Samir Amin (1971), « la dépendance économique postcoloniale a reconduit les structures d'exportation coloniales, maintenant l'Afrique dans un rôle de fournisseur de matières premières » (45). Sur le plan militaire, la France a maintenu des accords de défense avec plusieurs États, lui permettant de conserver des bases stratégiques et une influence directe. Ainsi, selon Tony Chafer (2002), « la France n'a pas renoncé à son rôle de gendarme en Afrique, utilisant la coopération militaire comme un outil de contrôle politique » (Franco-African Relations: (23). Sur le plan culturel, l'influence de la langue française, du système éducatif et des élites formées en France a prolongé l'héritage colonial. Achille Mbembe (2002) souligne à ce propos: « la francophonie a servi à masquer les rapports de dépendance en les parant des atours de la communauté culturelle » (p. 109). Cette organisation regroupe des pays qui partagent une langue française et promeut la langue ainsi que la culture francophones (Okey, Ayeni et Ousmanou, 2025, p. 100). Ainsi, les indépendances, bien que réelles sur le plan juridique, ont ouvert la voie à ce que de nombreux auteurs qualifient de néocolonialisme – un système où l'ancienne puissance coloniale conserve une domination économique, militaire et culturelle sous des formes adaptées au nouvel ordre international.

### **3. Les formes contemporaines du néocolonialisme**

Le néocolonialisme désigne l'ensemble des mécanismes par lesquels les anciennes puissances coloniales maintiennent leur influence et leur domination sur les États africains après les indépendances formelles. Dans le cas de l'Afrique francophone, la France occupe une place singulière dans ce dispositif, en prolongeant les logiques impériales sous des formes plus subtiles, mais non moins contraignantes. Frantz Fanon avait déjà anticipé ce processus lorsqu'il avertissait que l'indépendance politique risquait de déboucher sur une simple « transmission de responsabilités d'un pouvoir colonial à une bourgeoisie nationale dépendante » (Fanon 1961: 134). Cette prédiction s'est vérifiée dans plusieurs pays francophones où la France a maintenu un contrôle indirect par des moyens économiques, militaires, diplomatiques et culturels.

**3.1 Définition et caractéristiques du néocolonialisme:** Le néocolonialisme se définit comme une forme indirecte de domination, caractérisée par le maintien de relations asymétriques entre un pays anciennement colonisateur et ses ex-colonies. Kwame Nkrumah, dans *Neo-Colonialism: The Last*

Stage of Imperialism, le décrivait comme « le contrôle exercé par la finance et l'économie étrangère, alors même que l'indépendance politique est proclamée » (Nkrumah 1965: ix).

Dans le cas africain, les caractéristiques majeures incluent la dépendance économique, l'ingérence militaire, la mainmise culturelle et le contrôle politique à travers des élites locales cooptées. Cette logique est cristallisée dans la politique de la Françafrique, que François-Xavier Verschave qualifie de « système mafieux qui unit certains dirigeants africains et la classe politique française » (Verschave 1998: 23). Cette notion de Françafrique renvoie aussi souvent à une relation ambiguë où la France, au nom de la stabilité régionale, a apporté son appui à des régimes autoritaires, même lorsque ceux-ci étaient critiqués pour leurs atteintes aux droits humains.

Ainsi, des dirigeants comme Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Omar Bongo au Gabon ou encore Mobutu Sese Seko au Zaïre ont bénéficié du soutien de Paris, malgré le caractère répressif de leurs gouvernances (Ayeni, 2025: 9). La Côte d'Ivoire, sous Houphouët-Boigny, illustre cette logique : présentée comme un modèle de stabilité, elle demeura étroitement arrimée aux intérêts français, notamment dans le secteur du cacao et du café, où des compagnies françaises contrôlaient l'essentiel de l'exportation.

### ***3.2 Le rôle de la France dans les relations postcoloniales***

La France a établi des relations postcoloniales marquées par une proximité institutionnalisée. Les accords de coopération signés dans les années 1960 ont permis de maintenir son influence dans des domaines stratégiques comme la défense, le commerce, l'éducation et l'exploitation des ressources naturelles. Par exemple, La France maintient une présence militaire en Afrique, notamment à travers l'opération Barkhane, déployée dans les zones frontalières du Sahel (Ayeni et Brown, 2025: 88; Ayeni et Ellah, 2025:8; Ayeni, Effiong et Ellah, 2025: 9). Selon Chafer, cette politique visait à préserver « la grandeur internationale de la France en s'appuyant sur son pré carré africain » (Chafer 2002: 54).

Au Gabon, l'alliance entre Paris et Omar Bongo illustre parfaitement cette continuité. En échange de son soutien politique et militaire, Bongo garantissait aux compagnies françaises (notamment Elf Aquitaine) l'accès privilégié au pétrole gabonais. Cette relation clientéliste, dénoncée comme l'un des symboles de la Françafrique, a permis à la France de maintenir une influence économique majeure tout en soutenant un régime autoritaire pendant plus de quarante ans.

### ***3.3 Franc CFA et dépendance économique***

Le franc CFA reste l'un des instruments les plus controversés du néocolonialisme économique. Mis en place en 1945 par la France, le franc CFA est adopté par plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Utilisé aujourd'hui encore par 14 États, dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad et le Mali, il est arrimé à l'euro via le Trésor français. Cette organisation garantit une certaine stabilité monétaire, mais limite fortement l'autonomie économique des pays concernés (Ayeni et Okey, 2025: 22). Le franc CFA est un levier d'influence majeur. Cette monnaie, partagée par 14 pays africains, garantit une stabilité monétaire tout en renforçant les liens financiers avec la France (Ayeni, 2025a cité dans Ayeni, 2025b: 168). Ndong Samba Sylla résume cette contradiction en affirmant que « le franc CFA agit comme une camisole monétaire qui empêche le développement industriel et maintient les économies africaines dans un état de dépendance » (Sylla 2017: 112). Au Mali, par exemple, la dépendance au franc CFA a limité la marge de manœuvre économique des gouvernements successifs, notamment face aux crises agricoles et aux fluctuations du coton, principale ressource d'exportation. De même, en Côte d'Ivoire, l'arrimage monétaire a favorisé les exportations de matières premières mais au prix d'une fragilité extrême lors des crises politiques et économiques des années 2000.

### ***3.4 Coopération militaire, diplomatique et culturelle***

La présence militaire française en Afrique constitue un pilier du néocolonialisme. La France maintient des bases stratégiques à Djibouti, au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Tchad, justifiant ces implantations par la lutte contre le terrorisme et la stabilité régionale. Roland Marchal souligne que ces interventions « permettent à la France de se poser comme un acteur incontournable de la sécurité africaine, tout en préservant ses intérêts géopolitiques » (Marchal 2013: 97).

Le Tchad constitue un exemple emblématique. Sous Idriss Déby, puis sous son fils Mahamat Déby, le régime a bénéficié d'un appui militaire constant de la France, notamment lors de l'opération Barkhane, afin de sécuriser la zone sahélienne. Cet appui a contribué à consolider un régime autoritaire, en échange du rôle stratégique du Tchad comme gendarme régional des intérêts français.

Au Mali, l'opération Serval (2013) puis Barkhane furent présentées comme des interventions de sauvetage contre l'avancée djihadiste. Toutefois, ces interventions ont suscité de vives critiques, accusant la France d'ingérence et de perpétuation d'une tutelle militaire. Ces tensions ont conduit en 2022 au départ des troupes françaises du Mali, illustrant une contestation croissante du rôle militaire français.

Sur le plan culturel, la francophonie constitue un instrument de soft power. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), tout en promouvant la langue française, agit comme un vecteur de l'influence culturelle et idéologique de Paris. Achille Mbembe remarque que la francophonie « perpétue l'idée d'un espace francophone uni sous l'égide de la France » (Mbembe 2000: 143). Cette influence culturelle reste particulièrement visible en Côte d'Ivoire et au Sénégal, où les élites francophones dominent la vie politique et intellectuelle.

### ***3.5 Influence sur les élites et les politiques africaines***

Le néocolonialisme français repose également sur la formation et la cooptation des élites africaines. Nombre de dirigeants francophones ont été formés dans les universités françaises ou dans des grandes écoles parisiennes, consolidant des liens privilégiés avec la métropole. Jean-François Bayart a décrit ce phénomène sous le concept de « politique du ventre », où les élites locales tirent profit de leur proximité avec la France pour renforcer leur domination interne (Bayart 1999: 85).

La Côte d'Ivoire illustre parfaitement ce mécanisme: Alassane Ouattara, formé aux États-Unis mais intégré aux réseaux financiers internationaux et francophones, a consolidé son pouvoir en s'appuyant sur des soutiens extérieurs, notamment français, lors de la crise postélectorale de 2010–2011. De même, au Gabon, la dynastie Bongo a su entretenir un lien organique avec Paris, garantissant la continuité du régime en échange de l'accès privilégié de la France aux ressources pétrolières.

## **4. Des espaces francophones africains**

### ***4.1 Le Mali : instabilité et ingérence***

Au Mali, la séquence 2013-2025 illustre la continuité des logiques impériales sous registres « sécuritaires ». L'opération Serval (2013) puis Barkhane (2014-2022) ont maintenu une présence

française de combat pendant près d’une décennie, jusqu’au retrait complet d’août 2022 annoncé par Paris et confirmé par d’autres synthèses (Brody 2023: 1). Le départ des troupes françaises s’est opéré parallèlement à la fin abrupte de la MINUSMA, actée par la résolution 2690 du Conseil de sécurité (ONU 2023: 2), à la suite de la dénonciation du mandat par le gouvernement de transition malien. Sur le terrain, plusieurs rapports indépendants ont mis en évidence de graves violations des droits humains commises à Moura en mars 2022, impliquant les forces armées maliennes et des mercenaires russes associés au groupe Wagner (Amnesty 2023: 4–6; Crisis Group 2023: 9–10; Global Initiative 2022: 15–18). Cette recomposition sécuritaire s’inscrit dans la dynamique décrite par Fanon: “transmission de responsabilités” à des élites nationales adossées à de nouveaux parrains, sans transformation des rapports de domination (Fanon 1961: 134). Elle éclaire aussi la “Françafrique” comme système d’alliances variables mais durables entre Paris et des régimes sahéliens (Verschave 1998: 23), même lorsque ces alliances se distendent.

#### ***4.2 Cas du Cameroun : francophonie et héritage administratif***

Le Cameroun illustre la profondeur de l’héritage administratif français: centralisation étatique, droit et bureaucratie d’inspiration jacobine, et prééminence du français comme langue de l’État. Le passage au régime unitaire en 1972 a renforcé cette centralisation, au cœur des griefs anglophones contemporains. La crise dite « anglophone » (depuis 2016) – née de protestations d’enseignants et avocats contre l’imposition de normes francophones – traduit l’échec à reconnaître une pluralité institutionnelle postcoloniale (ICG 2019: 9, 28 ). Dans la logique analysée par Bayart, l’« État-ventre » a agrégé des clientèles, mais sans réformer les matrices coloniales de l’administration (Bayart 1999: 85). La francophonie culturelle et les échanges éducatifs renforcent le soft power français, instituant une dépendance symbolique que Mbembe a décrite comme une « mise en forme » des subjectivités postcoloniales (Mbembe 2000: 143).

#### ***4.3 la Côte d’Ivoire : économie et réseaux d’influence***

En Côte d’Ivoire, la centralité des réseaux politico-économiques tissés depuis l’ère Houphouët-Boigny ont soutenu une proximité stratégique avec Paris (Chafer 2002: 54). L’intervention militaire de 2011 en Côte d’Ivoire, menée conjointement par les forces françaises de la Licorne et l’Opération des Nations unies en Côte d’Ivoire (ONUCI), a illustré la capacité des puissances internationales à recourir à la force sous le prétexte de la « protection des civils », conformément

à la résolution 1975 du Conseil de sécurité. Toutefois, cette action a produit un effet politique décisif en favorisant la chute du président Laurent Gbagbo et l'installation d'Alassane Ouattara au pouvoir (Novosseloff 2018: 7–9). Sur le temps long, la présence militaire française via le 43<sup>e</sup> Bataillon d'Infanterie de Marine (43<sup>e</sup> BIMA) a fortement structuré la coopération sécuritaire franco-ivoirienne; la cérémonie de rétrocession du camp de Port-Bouët, le 20 février 2025, à l'armée ivoirienne marque un réajustement concret de cette présence, mais non une rupture, la France conservant des missions d'appui et de formation (Présidence Côte d'Ivoire 2025, Note d'information n° 0165).

#### ***4.4 Le Sénégal : francophonie et dépendances choisies***

Le Sénégal incarne une dépendance davantage « contractualisée ». Les Éléments français au Sénégal (EFS) à Dakar symbolisent une coopération durable: soutien logistique régional, formation, et exercices conjoints (Ministère des Armées, EFS, [s. p.]). La BCEAO (siège à Dakar) matérialise l'intégration CFA au cœur des politiques monétaires ouest-africaines. Cette « proximité institutionnalisée » (Chafer 2002: 54) s'adosse à la francophonie culturelle, aux filières éducatives et à une diplomatie multilatérale active – autant de canaux de soft power qui cadrent les marges de manœuvre économiques et sécuritaires, tout en restant plus consensuels qu'au Sahel central.

#### ***4.5 Le Burkina Faso : rupture politique et recomposition des tutelles***

À Ouagadougou, les coups d'État de 2022 et la montée d'un discours souverainiste ont débouché sur la dénonciation des accords de défense et l'expulsion des troupes françaises en février 2023 (Al Jazeera 2023). Le pays a rejoint, avec le Mali et le Niger, l'« Alliance des États du Sahel » (AES) en 2023, scellant une coordination sécuritaire alternative. Cette stratégie confirme l'intuition de Nkrumah: la contestation du néocolonialisme par le politique reste fragile si elle ne s'accompagne pas d'une redéfinition économique (Nkrumah 1965, p. ix).

#### ***4.6 Cas du Niger : bases, uranium et sortie du dispositif français***

Le coup d'État du 26 juillet 2023 a entraîné une crise ouverte avec Paris: expulsion de l'ambassadeur, dénonciation des accords et retrait complet des 1 500 militaires français annoncé puis achevé fin 2023 (Reuters 2023b). Au-delà de l'enjeu militaire, la dépendance historique

autour de l'uranium (Orano/Areva) incarne les chaînes néocoloniales; les recompositions en cours cherchent à re-négocier ces flux, sans altérer encore la structure exportatrice (AP News 2024). Ici aussi, la description de Fanon d'une « bourgeoisie nationale dépendante » demeure opératoire (Fanon 1961: 134).

#### ***4.7 Comparaison et leçons à tirer***

Première leçon: les configurations pays par pays diffèrent, mais toutes montrent la persistance d'« infrastructures de dépendance » (monnaie, bases, élites formées, contrats miniers), que Chafer lit comme le moyen de préserver la « grandeur » internationale française (Chafer 2002: 54) et que Verschave a dénoncé comme un système (1998: 23). Deuxième leçon: les tentatives de sortie – Mali, Burkina, Niger – ont, à court terme, substitué une tutelle à une autre (Russie), sans changement structurel (HRW 2023). Troisième leçon: là où la coopération reste consensuelle (Sénégal, en partie Côte d'Ivoire), c'est qu'elle s'inscrit dans des arrangements qui paraissent « gagnant-gagnant » aux élites nationales, mais la question de la souveraineté monétaire (Sylla & Pigeaud 2018: 112) demeure le nœud dur. Enfin, la « mémoire coloniale » pèse non seulement sur les dispositifs matériels, mais aussi sur les imaginaires politiques et administratifs (Mbembe 2000: 143): c'est manifeste au Cameroun où la matrice centralisatrice héritée de 1972 nourrit un conflit identitaire non résolu (ICG 2017).

#### **5. Résistances, alternatives et perspectives**

La question du néocolonialisme en Afrique francophone ne peut être analysée uniquement à travers le prisme de la domination, sans prendre en considération les formes multiples de résistances, les alternatives proposées et les perspectives de transformation. Les résistances au néocolonialisme, qu'elles soient politiques, sociales, culturelles ou intellectuelles, témoignent d'une volonté croissante des peuples africains d'affirmer leur souveraineté et de repenser leurs rapports avec la France et le reste du monde.

Les mouvements de contestation anti-néocoloniaux se sont intensifiés au cours des dernières décennies. De nombreux pays francophones connaissent une mobilisation citoyenne accrue contre la persistance des structures héritées de la colonisation, telles que l'usage du franc CFA ou la présence militaire française. Les récentes manifestations au Mali, au Burkina Faso et au Niger, appelant au départ des forces françaises, illustrent une réappropriation du discours souverainiste

et une redéfinition des priorités nationales (Koutonin 2022: 41). Ces mobilisations s'inscrivent dans une dynamique panafricaniste plus large qui cherche à renforcer l'unité continentale et à s'affranchir des logiques imposées par l'ancienne métropole.

Dans ce processus, le rôle des intellectuels et de la société civile est essentiel. Des penseurs comme Achille Mbembe, Felwine Sarr ou encore Samir Amin ont contribué à déconstruire les logiques néocoloniales et à promouvoir une vision endogène du développement africain. Mbembe, par exemple, insiste sur la nécessité de dépasser les schémas hérités de la colonisation et d'imaginer un futur fondé sur l'interconnexion et l'autonomie des sociétés africaines (Mbembe 2013: 112). Les gouvernements devraient adopter des politiques qui favorisent une croissance économique inclusive, telles que le développement équitable des infrastructures et des programmes de protection sociale ciblés en faveur des citoyens défavorisés (Ayeni et al. 2026: 141). La société civile, quant à elle, joue un rôle de vigie démocratique en dénonçant les accords inégaux et les pratiques de prédation économique, en particulier dans le secteur minier et pétrolier.

Les initiatives régionales pour une souveraineté réelle constituent également un axe majeur des résistances. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA) ont multiplié les initiatives visant à renforcer l'intégration économique et à promouvoir des alternatives au franc CFA. Le projet de création de l'Eco, une nouvelle monnaie régionale ouest-africaine, symbolise cette volonté de rompre avec la dépendance monétaire et de renforcer la coopération intra-africaine (Sylla 2020: 89). De plus, les partenariats Sud-Sud, notamment avec la Chine, la Russie, ou encore les pays du BRICS, constituent une diversification des relations internationales, même si ces alternatives ne sont pas exemptes de nouvelles dépendances.

Enfin, la nécessité d'une décolonisation des mentalités et des structures demeure un enjeu crucial. Comme l'affirme Ngũgĩ wa Thiong'o, la libération ne saurait être totale sans une désaliénation culturelle et intellectuelle (wa Thiong'o 1986: 45). Cela suppose une réappropriation des langues locales, une redéfinition des programmes éducatifs, et une valorisation des savoirs endogènes. La décolonisation des structures politiques et économiques doit également s'accompagner d'un changement profond dans les mentalités, afin de rompre avec la dépendance psychologique envers l'ancienne métropole.

Ainsi, les résistances au néocolonialisme ne se limitent pas à un rejet de la France, mais s'inscrivent dans un projet plus vaste de réinvention des sociétés africaines. Entre contestations populaires, réflexions intellectuelles, initiatives régionales et décolonisation des imaginaires, l'Afrique francophone explore diverses voies pour construire une souveraineté pleine et entière. Les perspectives ouvertes par ces dynamiques invitent à considérer l'avenir non plus dans la dépendance, mais dans la créativité et l'autodétermination.

## **6. Conclusion**

L'étude met en lumière la manière dont l'héritage colonial continue de marquer profondément les relations entre la France et ses anciennes colonies africaines. Bien que l'indépendance ait été proclamée depuis plusieurs décennies, les logiques de domination n'ont pas disparu: elles se sont transformées et adaptées, apparaissant sous de nouvelles formes dans les domaines économique, politique, militaire et culturel. Le franc CFA, par exemple, reste un symbole fort de dépendance monétaire. La présence militaire française, souvent justifiée par la lutte contre l'insécurité, est de plus en plus perçue comme une ingérence qui prolonge le passé colonial. Quant à l'influence administrative et linguistique, si elle a permis de créer une certaine unité, elle entretient aussi une dépendance culturelle et politique qui ralentit l'émergence de modèles véritablement africains. Cependant, l'étude rappelle que cette réalité n'est pas figée. Dans plusieurs pays, on observe des mobilisations populaires, des voix intellectuelles critiques et des initiatives régionales cherchant à renforcer la souveraineté et à proposer des alternatives au système actuel. Cette volonté de rupture témoigne d'un désir croissant de repenser le développement en fonction des réalités locales et non plus selon des logiques imposées de l'extérieur. Ainsi, malgré la persistance de structures néocoloniales, l'Afrique francophone dispose aujourd'hui de leviers pour transformer ces résistances en véritables projets de libération, ouvrant la voie vers une souveraineté pleine et un développement ancré dans ses propres dynamiques.

## Références

- Al Jazeera. (2023). « Au revoir, Sahel: Did 2023 crush France's influence in Africa? ».
- Amin, Samir. (1971). *L'Afrique de l'Ouest bloquée: L'économie politique de la colonisation, 1880-1970*. Paris: Éditions de Minuit.
- Amnesty International. (2023) Mali: Des centaines de civils tués lors de l'opération militaire à Moura. Rapport AFR 37/6699/2023, Amnesty International, juin 2023, pp. 4–6. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/05/mali-les-auteurs-des-tueries-a-moura-doivent-etre-poursuivis-et-juges-devant-un-tribunal-competent/> . Accédé le 6/10/2025
- Amselle, Jean-Loup. (2001). *Branchements: Anthropologie de l'universalité des cultures*. Flammarion.
- Ayeni, Queen O. & Basse Oben. (2025). La Problématique de l'Intégration en Afrique de l'Ouest et les Efforts à sa Résolution. *CogNexus*, 1(3), 57-71.
- Ayeni, Queen O. et al. (2026). Ethnicity and democracy in Nigeria: 2015-2025. *International Journal of Interdisciplinary Cultural Studies*. 21(1), 128-146.
- Ayeni, Queen Olubukola & Brown, Pretty Chinwendu. (2025). La Coopération Franco-nigériane: Vers la Création d'une Alliance Stratégique en Afrique. *International Journal of Arts, Languages, Linguistics & Literary Studies (JOLLS)*, 14(1), 84-92.
- Ayeni, Queen Olubukola & Ellah Timothy Ogbang. (2025). Terrorism and Regional Stability in the Sahel, 2015-2024. *Humanus Discourse Journal*, 5 (3), 1-15.
- Ayeni, Queen Olubukola & Gloria Mayen Umukoro (2025). Echoes of the Past: The Impact of Colonialism on Contemporary African Cultural Identity and Expression. *Journal of Studies in Humanities (JOSIH, TASFUED)*, 15(1), 52-64.
- Ayeni, Queen Olubukola & Malumi, Soni Omolara. (2018). La Politique Linguistique des Langues Européennes en Afrique Occidentale. *American International Journal of Research in Humanities Arts and Social Sciences (AIJRHASS)*. 22(1), 262-266.
- Ayeni, Queen Olubukola & Okey, Kingsley Inyang. (2025). Eco: Une avancée majeure pour une Intégration durable en Afrique de L'Ouest. *International Journal of Arts, Languages, Linguistics and Literary Studies (JOLLS)*. 14(2), 21-31.
- Ayeni, Queen Olubukola & Yaouba Ousmanou. (2025). Neo-colonial Influences on African Democracy: Assessing the Impact of External Powers on Governance and Sovereignty in the 21st Century. *Wukari International Studies Journal*, 9(2), 46-56.
- Ayeni, Queen Olubukola, Effiong, Eke Nta & Ogbang, Timothy Ellah. (2025). Linguistic Solidarity in Focus: The Arab League's Ambitions, Successes and Challenges in Modern World Politics. *Humanus Discourse Journal*. 5(3), 1-17.
- Ayeni, Queen Olubukola, Okey, Kingsley Inyang & Umoh, Joyce Esemé. (2025). Influence géopolitique de la langue française au Nigeria: Enjeux et interactions avec l'espace francophone africain. *Calabar Studies in Languages (CASIL)*, 23(1), 49-61.
- Ayeni, Queen Olubukola. (2025b). Eco, Monnaie de l'Afrique Occidentale: Avantages et Inconvénients pour les Economies Locales. *Zamfara International Journal of Humanities (ZIJOH)*. 4(1), 167-178.
- Ayeni, Queen Olubukola. (2025). "Les Relations entre la France et l'Afrique de l'Ouest: La

- Françafrique et la France-Afrique”. *Cascades, Journal of the Department of French and International Studies*. 3(2), 100-107.
- Bayart, Jean-François. (1999). *L'État en Afrique: La politique du ventre*. Fayard.
- Boilley, Pierre. (2011). *Les Touaregs Kel Adagh: Dépendances et révoltes, du Soudan français au Mali contemporain*. Karthala.
- Brody, Jonah. (2023). *Lessons of Operation Barkhane for Future European Engagement in the Sahel*. FINABEL.
- Chafer, Tony. (2002). *The End of Empire in French West Africa*. Oxford: Berg.
- Chafer, Tony. *Franco-African Relations: The End of the Affair?* Oxford: Berg, 2002.
- Ehigie, D. E., Braimoh, J. J., & Horeb, M. A. (2023). Colonial shadows and modern realities: Photography, memory, and identity in J. M. G. Le Clézio's *L'Africain*. *RIDILCA*, 2(2), 66–82.
- Mbembe, Achille. (2000) *De la postcolonie: Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris: Karthala.
- Cooper, Frederick. (1996). *Decolonization and African Society: The Labour Question in French and British Africa*. Cambridge UP.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. (2001). *Afrique noire: Permanences et ruptures*. Payot.
- Fanon, Frantz. (1961). *Les Damnés de la terre*. Paris: François Maspero, 1961.
- Global Initiative against Transnational Organized Crime. (2025). Wagner in the Sahel: Military Influence and Illicit Economies. Policy Brief, Geneva, décembre, pp. 15–18. <https://globalinitiative.net/analysis/russia-africa-corps-business-of-conflict/>. Accédé le 6/10/2025
- Government of Côte d'Ivoire (Gouv.ci). (2025). « La base militaire française (43e BIMA) rétrocedée à l'armée ivoirienne ». 20 févr. 2025.
- Human Rights Watch.(2023). « World Report 2023: Mali ». 2023.
- Igbinovia, O., Braimoh, J. J., & Ehigie, D. E. (2023). L'évasion comme défense psychologique dans *La Petite Roque de Maupassant: Une analyse pluridisciplinaire de la culpabilité et du déni*. *International Journal for Multidisciplinary Research (IJFMR)*, 5(6), 1–16.
- International Crisis Group (ICG). (2017). *Cameroon's Anglophone Crisis at the Crossroads*. Rapport Afrique n°250, 2 août 2017.
- International Crisis Group (ICG). (2019). *Cameroon's Anglophone Crisis: How to Get to Talks?* Rapport Afrique n°272, 2 mai 2019. p. 9, 28.
- International Crisis Group. (2023). *Mali: Éviter une guerre contre les djihadistes*. Rapport Afrique n° 324, 23 février 2023, pp. 9–10. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali>. Accédé le 6/10/2025
- Koutonin, Mawuna Remarque. (2022). *Néocolonialisme et résistances africaines*. Paris: Présence Africaine.
- M'Bokolo, Elikia. (2004). *Afrique noire: Histoire et civilisations, XIXe–XXe siècles*.
- Hatier. Marchal, Roland. (2013). French Military Presence in Africa: A Neo-Colonialism? *African Affairs*, 112(448), pp. 92–111.
- Mbembe, Achille. (2000). *De la postcolonie: Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Karthala.
- Mbembe, Achille. (2013). *Critique de la raison nègre*. Paris: La Découverte.
- Ministère des Armées (France). (2021). *FFCI – Aguerissement pour le 43e BIMA*.
- Ministère des Armées (France). (2025). *Éléments français au Sénégal (EFS)*.

- Nations Unies. (2023). Conseil de sécurité. Résolution 2690 (2023).
- Nkrumah, Kwame. (1965). *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*. Thomas Nelson & Sons.
- Novosseloff, Alexandra. (2018). The UN Operation in Côte d'Ivoire. *Many Lives of a Peacekeeping Mission, International Peace Institute*, pp. 7–9.
- Nzongola-Ntalaja, Georges. (1987). *The Congo: From Leopold to Kabila—A People's History*. Zed Books.
- Okey, Kingsley Inyang, Ayeni, Queen Olubukola & Yaouba Ousmanou. (2025). La Politique Nationale Nigériane sur la Langue Française et ses Relations Multilatérales avec le Monde Francophone. *Yamtara-wala Journal of Arts, Management and Social Sciences*. 6(4), pp. 92-104.
- Présidence de la République de Côte d'Ivoire. (2025). Note d'information n° 0165 / VPR du 20 février 2025: Le Vice-Président de la République prend part à la cérémonie de rétrocession de la base militaire française de Port-Bouët à la Côte d'Ivoire. 20 février 2025. [www.communication.gouv.ci/actualite/135?utm](http://www.communication.gouv.ci/actualite/135?utm). Accédé le 6/10/2025.
- Reuters. (2022). « France and partners to leave Mali ». 17 févr. 2022.
- Reuters. (2022). « French troops have now left Mali ». 15 août 2022.
- Reuters. (2023). « Last French troops leave Niger as military cooperation officially ends ». 22 déc. 2023.
- SAIS Review. (2022). Global Responses to Cameroon's Anglophone Crisis.
- Suret-Canale, Jean. (1971). *Afrique noire: L'ère coloniale, 1900–1945*. Éditions sociales.
- Sylla, Ndongo Samba, et Fanny Pigeaud. (2018). *L'arme invisible de la Françafrique: Une histoire du franc CFA*. Paris: La Découverte.
- Sylla, Ndongo Samba. (2020). *La Démocratie contre la République: L'autre histoire du gouvernement du peuple*. Paris: La Découverte.
- Verschave, François-Xavier. (1998). *La Françafrique: Le plus long scandale de la République*. Stock.
- Wa Thiong'o, Ngũgĩ. (1986). *Decolonizing the Mind: The Politics of Language in African Literature*. London: James Currey.